

**Le Centre français sur les Etats-Unis
(CFE)**

Troisième Conférence Annuelle du CFE

Paris, 12-13 décembre 2002
Première table ronde :

La politique aux Etats-Unis après les élections de mi-mandat : quoi de changé ?

www.cfe-ifri.org



i n s t i t u t
f r a n ç a i s
d e s r e l a t i o n s
i n t e r n a t i o n a l e

Participants : Karlyn H. BOWMAN, *American Enterprise Institute (AEI)*
Charles E. COOK, *National Journal / Cook Political Report*
Thomas E. MANN, *Brookings Institution*

Président : Guillaume PARMENTIER, *Centre Français sur les Etats-Unis (CFE-Ifri)*

A première vue, les résultats de ces élections constituent une victoire historique pour les républicains. Mais elles sont en fait une victoire individuelle du Président. George W. Bush s'est en effet engagé personnellement dans le déroulement de la campagne, ce qui témoigne d'une habileté tout à fait remarquable. Non seulement il a su restaurer le respect dû au titulaire de la Présidence, mais par ailleurs, l'opinion publique lui manifeste maintenant une confiance à toute épreuve. Il s'est construit une réputation d'honnêteté et de tenacité qui plaît au public. Cette personnalisation des élections a eu des retombées positives pour les républicains en général. A l'inverse, et comme l'a souligné Bill Clinton, les démocrates ont brillé par leur absence. Par exemple, ils ont eu du mal à présenter un message économique clair, ce qui est assez banal pour le parti qui n'est pas au pouvoir, mais, en l'occurrence, cela leur a coûté cher.

Outre la dimension personnelle du Président, les attentats du 11 septembre, ont joué un rôle bien évidemment central : les deux aspects sont d'ailleurs liés. Sans la capacité personnelle de l'actuel titulaire à saisir l'occasion, la situation aurait pu tourner de façon complètement différente. On peut même estimer que les démocrates auraient remportés une majorité si le Président n'avait pas su si bien mobiliser la conjoncture pour pallier son déficit de légitimité. Comme dans tous les pays du monde, les Américains se préoccupent des problèmes de politique intérieure bien plus que de la politique étrangère. Ainsi, sans les attentats, la situation actuelle aurait pu ouvrir un boulevard aux démocrates : l'électorat aurait eu uniquement sous les yeux les scandales financiers.

Or le 11 septembre a dramatiquement changé à la fois la donne et les discours : par exemple l'opinion publique estime maintenant que les problèmes économiques auxquels elle se heurte résultent d'abord et avant tout des attentats. Elle n'en blâme pas l'équipe en place; au contraire, elle lui accorde davantage de confiance qu'aux démocrates pour faire face à la situation. Il en va de même pour les scandales financiers, qui semblent avoir été effacés. Ce qui explique cette confiance, ce soutien de l'opinion publique, c'est bien la réaction personnelle du Président et le professionnalisme de son équipe devant le terrorisme et la question irakienne. Bush Jr. a su prendre le problème de la sécurité intérieure (*homeland security*) à bras le corps, brouillant ainsi le message alternatif que les démocrates auraient pu envoyer; une grande partie d'entre eux se sont d'ailleurs rangés aux côtés du Président.

Concrètement pourtant, cette victoire du camp du Président ne va pas changer fondamentalement l'équilibre d'ensemble. Politiquement, les républicains n'ont qu'une marge de manœuvre très faible, même si, institutionnellement, la majorité au Sénat leur confère, entre autres, une maîtrise déterminante du processus législatif, en particulier au niveau des Commissions. Comment expliquer ce phénomène ? Le pays semble idéologiquement divisé entre deux blocs partisans de taille largement comparable, et qui jouent leurs victoires électorales sur la conquête des classes moyennes centristes. Dans ces conditions, les républicains seraient bien avisés de ne pas tenter un passage en force pour leurs principales mesures. Jusqu'à présent, le Président a habilement navigué entre ces contraintes. Son

discours de la modération satisfaisait l'électorat global, et le Président a montré qu'il sait céder du terrain quand c'est nécessaire. La politique irakienne illustre ce mouvement de prudence : Bush s'est résolu à se rendre à l'ONU et à se conformer à ses votes. Mais les objectifs restent les mêmes ! Et c'est là ce qui assure la légitimité du Président auprès de la jeune génération conservatrice du Parti républicain, non seulement sur l'Irak mais sur l'ensemble de ses mesures. En effet, ces dernières sont toutes nettement orientées dans un sens extrêmement conservateur : que ce soit pour les nominations dans le Judiciaire, les baisses d'impôts, la politique sociale, le déficit budgétaire, ou encore l'Irak et la guerre contre le terrorisme

G.W. Bush est un président ambitieux, déterminé à contrôler l'agenda politique. Il souhaite fonder sur son succès personnel une majorité républicaine durable. Sa capacité à utiliser la conjoncture et le caractère localiste des élections américaines va donc s'affirmer comme déterminante à long terme. Il faut pourtant se méfier de toute analyse à trop longue échéance. Les élections de mi-mandat n'engagent en rien le futur. Considérer que G.W. Bush va remporter les élections présidentielles de 2004 sur la seule base des élections de 2002 serait une erreur grossière. Les élections présidentielles se jouent pour l'essentiel au cours de la troisième année de mandat, et, en l'occurrence, beaucoup d'événements peuvent venir modifier la donne actuelle : l'Irak et l'évolution économique tout particulièrement.

Sur le premier point, l'opinion publique crédite actuellement le Président d'une grande marge de manœuvre. Il bénéficie d'un large soutien, y compris dans les dimensions les plus unilatéralistes de sa politique : une majorité d'Américains considère qu'il faut agir, et sans alliés si nécessaire. Les mouvements d'opposition à la guerre semblent avoir peu de poids, même s'il reste difficile d'en déterminer l'audience exacte. Fondamentalement, le soutien de l'opinion va dépendre du coût de cette action par rapport aux autres priorités. Par ailleurs, au fur et à mesure que les présidentielles vont se rapprocher, les Américains vont accorder une importance croissante à la situation économique. C'est à ce moment que vont jouer les conséquences des décisions prises par George W. Bush et son équipe en termes de baisse des impôts. Tout particulièrement concernant le déficit budgétaire, qui devrait atteindre les 600 millions de dollars.

La caractéristique déterminante de cette élection, c'est donc l'engagement personnel du Président, engagement qui semble être inversement proportionnel à la fragilité de l'élection de Bush en 2000. Le Président est maintenant en position de responsabilité totale : il n'y a aucune place pour les stratégies d'évitement (*blame-avoidance*), pourtant si fréquentes aux Etats-Unis.